



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/421
27 juillet 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 33 de l'ordre du jour provisoire*

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Lettre datée du 24 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-après le texte d'un communiqué conjoint publié le 12 juillet 1987 par M. Salvador H. Laurel, Vice-Président et Secrétaire aux affaires étrangères, et le général de division Joseph N. Garba, Président du Comité spécial contre l'apartheid de l'Organisation des Nations Unies, à l'issue de la visite officielle du Président aux Philippines (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte dudit communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Salvador P. LOPEZ

* A/42/150.

ANNEXE

Communiqué conjoint publié le 12 juillet 1987 par le Vice-Président et Secrétaire aux affaires étrangères des Philippines et le Président du Comité spécial contre l'apartheid de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de la visite officielle du Président aux Philippines

La lutte internationale contre l'odieux système d'apartheid est longue et difficile et a atteint aujourd'hui une phase critique qui justifie de toute urgence une action concertée de la communauté internationale. La situation en Afrique du Sud, et en fait dans toute l'Afrique australe est si explosive qu'elle finira par aboutir à des résultats imprévisibles si elle n'est pas maîtrisée. Ceci est amplement démontré par le fait qu'au cours des deux dernières années, plus de 2 500 Noirs ont péri aux mains de la police raciste et que l'on compte 30 000 détenus, dont 40 % sont des enfants de moins de 18 ans et 2 000 d'entre eux ont de 8 à 16 ans.

La communauté internationale ne peut pas continuer à rester indifférente ou silencieuse face au massacre quotidien de Noirs dont le seul crime est de manifester leur opposition farouche à l'apartheid et d'exiger la justice sociale et la paix dans ce pays tourmenté. Un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies est le respect des droits de l'homme, de la dignité et de la liberté, principe que l'Afrique du Sud foule aux pieds, et ce, en raison du soutien et des encouragements dont elle bénéficie de la part de certaines puissances. Nous estimons que ce soutien sape gravement l'action internationale visant à éliminer l'apartheid.

Nous apprécions les mesures déjà prises par plusieurs gouvernements et organisations intergouvernementales, mesures dont nous ne pouvons que nous féliciter. Nous sommes néanmoins fermement convaincus que des sanctions globales, obligatoires et universellement appliquées sont le moyen le plus efficace, et aussi le seul moyen pacifique, de parvenir à l'élimination totale de l'apartheid.

Nous exprimons le ferme espoir que le Conseil de sécurité se montrera bientôt à la hauteur des responsabilités qui lui incombent et qu'il prendra conscience de la gravité de la situation en Afrique du Sud et adoptera en conséquence des mesures appropriées pour y porter remède.

En attendant, nous nous engageons à continuer d'apporter notre appui total et de manifester notre entière solidarité au peuple en lutte d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération nationale ainsi qu'aux Etats de première ligne qui paient très cher pour leur ferme opposition au système odieux de l'apartheid et se trouvent à l'avant-garde de la lutte pour la justice, l'égalité et la paix en Afrique du Sud.

Nous invitons aussi tous les gouvernements, toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et tous les particuliers à soutenir sans réserve la lutte contre ce monstre que représentent le racisme et l'apartheid, et à accorder leur soutien moral et matériel aux mouvements de libération et au peuple sud-africain dans leur juste lutte.

Que le peuple philippin et son gouvernement se joignent au Comité spécial contre l'apartheid et à la communauté internationale pour dire "non" à l'apartheid!